

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
--------------------	---

CHAPITRE 1

LE CADRE EUROPÉEN DES FINANCES PUBLIQUES

FICHE 1 Un approfondissement du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne	12
FICHE 2 Un nouveau pilotage des finances publiques en France depuis 2012.....	14
FICHE 3 Le Haut conseil des finances publiques, garant du respect de la trajectoire de redressement des comptes publics	16
FICHE 4 Un objectif d'équilibre des comptes publics face à des déficits pérennisés.....	18
FICHE 5 Une soutenabilité des finances publiques françaises ?	20

CHAPITRE 2

LES PRINCIPES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES

FICHE 6 Le principe d'annualité, gage de la périodicité des contrôles.....	26
FICHE 7 Le principe de spécialité, gage de bon usage des crédits.....	28
FICHE 8 Le principe d'universalité, gage d'exhaustivité des opérations.....	30
FICHE 9 Le principe d'unité, gage d'une lisibilité des comptes	32
FICHE 10 La sincérité, gage de l'application des autres principes.....	34

CHAPITRE 3

LA SÉPARATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE

FICHE 11 La responsabilité personnelle et pécuniaire, socle de l'exécution budgétaire	40
FICHE 12 Une coopération renforcée entre ordonnateur et comptable.....	42
FICHE 13 La DGFIP, acteur principal de l'exécution budgétaire	44
FICHE 14 La Cour de discipline budgétaire et financière, un périmètre trop réduit ?	46
FICHE 15 La gestion de fait, une menace peu employée ?	48

CHAPITRE 4

LE SYSTÈME FISCAL

FICHE 16 L'égalité devant l'impôt, un idéal ?	54
FICHE 17 Les niches fiscales et sociales, une illustration de l'interventionnisme d'État.....	56
FICHE 18 Le contrôle fiscal, une nécessité pour garantir le civisme fiscal.....	58
FICHE 19 Le contentieux fiscal, une mission pour deux juridictions	60
FICHE 20 La lutte contre la fraude fiscale, une délicate coopération internationale	62

CHAPITRE 5

LES PRINCIPAUX IMPÔTS NATIONAUX

FICHE 21 La fiscalité, un impact sur les comportements.....	68
FICHE 22 L'impôt sur le revenu, une recherche de simplification.....	70

FICHE 23 La TVA, un rendement élevé et un outil économique	72
FICHE 24 La fiscalité des entreprises, un enjeu de compétitivité et de complexité	74
FICHE 25 Les impôts sur le patrimoine, un symbole politique	76

CHAPITRE 6

LES PRINCIPALES RESSOURCES LOCALES

FICHE 26 La révision des valeurs locatives des locaux professionnels, une recherche d'équité	82
FICHE 27 La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation, une application délicate	84
FICHE 28 La fiscalité de la collecte et du traitement des déchets, un levier pour favoriser le recyclage	86
FICHE 29 Le FCTVA, un outil pour soutenir l'investissement	88
FICHE 30 La suppression de la TH, une volonté de simplification et d'équité	90

CHAPITRE 7

LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS

FICHE 31 La maîtrise des transferts financiers de l'État.....	96
FICHE 32 L'émergence d'une nouvelle gouvernance des finances publiques locales	98
FICHE 33 Le renforcement de la péréquation.....	100
FICHE 34 La difficile réforme de la dotation globale de fonctionnement.....	102
FICHE 35 L'État, prescripteur de normes pour les collectivités	104

CHAPITRE 8

L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCES

FICHE 36 Un budget élaboré dans une démarche pluriannuelle	112
FICHE 37 Un contenu encadré par le législateur	114
FICHE 38 Un calendrier contraint pour approuver la loi de finances.....	116
FICHE 39 Une exclusivité des lois de finances garantie par le Conseil constitutionnel.....	118
FICHE 40 Un budget fondé sur la performance pour mieux objectiver les arbitrages.....	120

CHAPITRE 9

L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES

FICHE 41 Une destination des crédits orientée vers six missions	126
FICHE 42 Une responsabilisation et une réorganisation des gestionnaires	128
FICHE 43 Des modifications de crédits plus transparentes.....	130
FICHE 44 Un pilotage des opérations de fin d'exercice amélioré	132
FICHE 45 Une recherche de performance dans l'utilisation des crédits	134

CHAPITRE 10

L'ÉLABORATION D'UN BUDGET LOCAL

FICHE 46 Un budget réparti en section et voté en équilibre.....	140
FICHE 47 De l'arbitrage budgétaire à l'adoption du budget.....	142
FICHE 48 Un renforcement de la transparence financière.....	144
FICHE 49 Un rôle budgétaire des préfectures et des chambres régionales des comptes	146
FICHE 50 Des dépenses obligatoires et des dépenses interdites.....	148

CHAPITRE 11

L'EXÉCUTION DES BUDGETS LOCAUX

FICHE 51 De la modification du budget à l'arrêt des comptes.....	154
FICHE 52 Un pilotage approfondi de l'exécution budgétaire	156
FICHE 53 Une gestion optimisée de la trésorerie	158
FICHE 54 Une stratégie financière précisée	160
FICHE 55 De l'ODEDEL à la loi de financement des collectivités locales.....	162

CHAPITRE 12

L'ÉLABORATION DE LA LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

FICHE 56 Un contenu plus précis de la loi de financement de la Sécurité sociale.....	168
FICHE 57 Un renforcement de l'information du Parlement	170
FICHE 58 Une élaboration et une approbation complexe de la loi de financement	172
FICHE 59 La maîtrise des dépenses par l'objectif national des dépenses d'assurance maladie	174
FICHE 60 Les ressources allouées à la Sécurité sociale.....	176

CHAPITRE 13

LE BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE

FICHE 61 Une élaboration du budget fondée sur des compromis institutionnels.....	182
FICHE 62 Des ressources plafonnées et venant des États	184
FICHE 63 Des dépenses organisées par destination	186
FICHE 64 Une exécution des dépenses partagée avec les États	188
FICHE 65 Un contrôle interne et externe des finances européennes.....	190

CHAPITRE 14

LES FINANCES PUBLIQUES ET L'ÉCONOMIE

FICHE 66 La commande publique, pour obtenir l'offre la mieux-disante et relancer l'économie.....	198
FICHE 67 L'investissement public, pour développer le territoire et relancer l'économie	200
FICHE 68 Les subventions et les garanties d'emprunt, pour soutenir les opérateurs économiques.....	202
FICHE 69 Les entreprises publiques, pour contrôler certains secteurs d'activité	204
FICHE 70 Les contrats de partenariat, pour externaliser le financement, la construction et l'exploitation d'un équipement	206

CHAPITRE 15

LA MAÎTRISE DES DÉPENSES ET L'OPTIMISATION DES RECETTES PUBLIQUES

FICHE 71 Vers une stratégie des achats publics	212
FICHE 72 Vers une valorisation du patrimoine public	214
FICHE 73 Vers une stabilisation des dépenses de personnel.....	216
FICHE 74 Vers une optimisation des recettes locales.....	218
FICHE 75 Vers une externalisation des missions économiques ?	220

CHAPITRE 16
LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LES COLLECTIVITÉS

FICHE 76 Des transferts entre collectivités et État évalués par la CCEC.....	226
FICHE 77 Des transferts entre collectivités évalués par la CLECT.....	228
FICHE 78 Des flux financiers nombreux au sein du bloc communal.....	230
FICHE 79 Des mutualisations et des nouveaux outils de coopération.....	232
FICHE 80 Des fusions imposées ou favorisées	234

CHAPITRE 17
LE FINANCEMENT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

FICHE 81 Un financement de l'État assuré par l'agence France Trésor.....	240
FICHE 82 Une gestion active de la dette de l'État ?	242
FICHE 83 Des emprunts encadrés et diversifiés pour les collectivités.....	244
FICHE 84 Une extinction de la dette de la Sécurité sociale ?	246
FICHE 85 Les emprunts structurés, un risque maîtrisé ?	248

CHAPITRE 18

FICHE 86 Les comptabilités de l'État, un renforcement de la transparence	254
FICHE 87 La certification de la comptabilité générale de l'État.....	256
FICHE 88 La certification des comptes des régimes de la Sécurité sociale.....	258
FICHE 89 L'expérimentation de la certification des comptes des collectivités.....	260
FICHE 90 La dématérialisation de la comptabilité.....	262

CHAPITRE 19

LE CONTRÔLE DES FINANCES PUBLIQUES

FICHE 91 Un renforcement du contrôle politique assuré par le Parlement	268
FICHE 92 Des missions de la Cour des comptes élargies.....	270
FICHE 93 Des missions nombreuses pour les chambres régionales et territoriales des comptes....	272
FICHE 94 Du contrôle interne au développement du contrôle de gestion	274
FICHE 95 Un contrôle de la probité et des financements politiques.....	276

CHAPITRE 20
LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA FRANCE DE 2018 À 2022

FICHE 96 Une amélioration durable de la situation financière des collectivités ?	282
FICHE 97 Un comblement du « trou de la Sécurité sociale » ?	284
FICHE 98 Un frein à la réduction du déficit de l'État ?	286
FICHE 99 Des engagements hors bilan de l'État mieux suivis ?	288
FICHE 100 Des opérateurs de l'État mieux encadrés ?	290
Lexique	293
Liste des abréviations	305
Liste des textes juridiques	307